



## FRANCE

## La sécurisation des écoles en question

Ministre, syndicats et collectivités cherchent des moyens de renforcer la sûreté des établissements scolaires

**C**omment mieux sécuriser les établissements scolaires sans en faire des bunkers ? L'attentat terroriste au lycée Gambetta-Carnot d'Arras, qui a fait un mort, le professeur de lettres Dominique Bernard, et trois blessés, vendredi 13 octobre, relance cette question récurrente dans l'éducation nationale. Du ministre, Gabriel Attal, aux organisations syndicales, en passant par les collectivités territoriales, chacun s'accorde sur la volonté de trouver le juste équilibre, même si cette notion varie d'un interlocuteur à l'autre.

Le ministre de l'éducation nationale consulte tous azimuts pour étudier la pertinence de nouvelles mesures à prendre. Il a échangé, mardi 17 octobre, avec les syndicats et il devait rencontrer les collectivités territoriales, mercredi, pour envisager si de nouvelles dispositions sont nécessaires. « Nous devons regarder là où nous pouvons progresser », a affirmé le locataire de la rue de Grenelle après une rencontre avec des enseignants inquiets, lundi, au collège Charlemagne, à Paris. Vidéosurveillance, portiques, formations des personnels, moyens humains...

Gabriel Attal n'exclut aucune piste. Déjà, depuis vendredi, 1 000 membres des équipes mobiles de sécurité, un dispositif créé en 2010 pour lutter contre la violence scolaire, sont déployés dans les établissements. Néanmoins la sécurisation des 60 000 sites relève avant tout de la compétence des collectivités territoriales : les communes pour les écoles, les départements pour les collèges, les

régions pour les lycées.

## « COLLÈGE PAR COLLÈGE »

Il est loin, le temps où « un lycée était branché quand il était ouvert sur la ville et sans clôture », se souvient François Bonneau, vice-président de l'association Régions de France. Au fil des décennies, les établissements se sont refermés. Le processus de sécurisation est « largement engagé », et depuis longtemps, affirme M. Bonneau. Mais, reconnaît-il, « il faut continuer, sans relâche, à chercher des solutions ».

Depuis les attentats de 2015, les plans particuliers de mise en sûreté, qui décrivent la conduite à tenir en cas d'intrusion, ont permis de franchir une étape. A Arras, le déclenchement rapide de ce plan « a sans doute empêché un carnage », assure Gabriel Attal. La police a mis quatre minutes seulement pour arriver sur les lieux.

« Depuis une dizaine d'années, tous les départements ont aussi engagé de vastes plans de mise en sécurité », assure François Sauvadet, président de l'association d'élus Départements de France. Ces dispositifs ont déjà été « réinterrogés » après l'attentat qui a coûté la vie à Samuel Paty, en 2020. Pourtant, le professeur d'histoire-géographie de Conflans-Sainte-Honorine (Yvelines) comme le professeur de lettres d'Arras ont été tués aux abords de l'établissement.

Jeudi 19 octobre, François Sauvadet devait réunir les acteurs départementaux pour « réexaminer, en fonction du risque nouveau, s'il faut prendre des mesures de sécurisation complémentaires ». « Les moyens ne seront pas

comptés », précise-t-il. Mais, assure le président (Union des démocrates et indépendants) du conseil départemental de la Côte-d'Or, « nous avons déjà fait beaucoup en matière de tourniquets, de clôtures et de grilles, de vidéoprotection ». Cela devra être étudié « collège par collège », car « la nature du risque n'est pas tout à fait identique selon la prégnance du risque ».

« Nous continuerons à œuvrer inlassablement pour la sécurité de nos établissements », a déclaré pour sa part Alain Rousset, président (Parti socialiste, PS) de la région Nouvelle-Aquitaine, sur X (ex-Twitter). Après l'assassinat de Dominique Bernard, la présidente (Les Républicains, LR) d'Île-de-France, Valérie Pécresse, a rappelé que la sécurité des lycées est « une priorité » : 140 millions d'euros y ont déjà été consacrés dans sa collectivité depuis six ans, a-t-elle relevé, notamment en matière de vidéosurveillance. Mais l'élue a reconnu qu'il faudrait encore travailler sur le renforcement des clôtures, des portiques d'accès, des sas...

Sur X, le président (LR) d'Auvergne-Rhône-Alpes, Laurent Wauquiez, a également évoqué les « portiques d'accès, caméras de vidéoprotection, alarmes anti-intrusion, dispositifs antibélier, mais aussi des équipes mobiles d'accueil renforcé » installées dans les établissements de sa région depuis 2016 pour 110 millions d'euros. Il propose, dans un entretien au *Parisien*, d'expérimenter les logiciels de reconnaissance faciale aux abords des lycées de sa région, « exclusivement pour détecter les individus suivis pour ra-





dicalisation terroriste».

### « PRÉSENCE HUMAINE »

« Les mesures à prendre doivent être proportionnelles à notre capacité à faire. Mettre un vigile devant chacune des 45 000 écoles n'est budgétairement pas réalisable », remarque Delphine Labails, maire (PS, union de la gauche) de Périgueux et coprésidente de la commission éducation de l'Association des maires de France. Elle souhaite que le plan de rénovation énergétique des écoles lancé par le gouvernement devienne un « plan Marshall » des écoles pour y inclure les questions de sécurité.

« Rien ne remplace la présence humaine », insiste Valérie Pécresse à l'unisson de François Bonneau. Elle annonce le doublement (de 50 à 100) du nombre de policiers impliqués dans les « brigades régionales de sécurité » qui interviennent dans les établissements. En attendant, les entreprises de sécurité privées seront sollicitées.

Les acteurs de l'éducation demandent aussi au ministère un renforcement des moyens humains pour assurer l'entrée et la sortie des élèves en toute sécurité. Pour Bruno Bobkiewicz, secrétaire général du syndicat de chefs d'établissement SNPDEN-UNSA, la vidéosurveillance et les portiques de sécurité « ne règlent rien ». « Il faut avant tout travailler sur le contrôle d'entrée des personnalités extérieures à l'établissement », juge le proviseur parisien, pour qui « le contrôle d'identité des élèves est déjà correctement réalisé ».

Avant de mettre en œuvre de nouveaux dispositifs, les syndicats de l'éducation souhaitent un état des lieux de l'existant. « Combien d'alarmes ne marchent pas ? Combien de portails ouverts faute de réparation, de trous dans le grillage ? », déplorent-ils.

« Il faut d'abord s'assurer de la maintenance de nos systèmes de

sécurité », assure Elisabeth Allain-Moreno, secrétaire générale du syndicat enseignant SE-UNSA. « Il y a urgence à sécuriser les entrées et sorties des établissements », abonde Sophie Vénétiay, la secrétaire générale du syndicat d'enseignants SNES-FSU. « Excepté sur certaines petites réparations, nous sommes très dépendants des investissements des collectivités dans ce domaine », affirme Bruno Bobkiewicz. De sources syndicales, le ministère de l'éducation nationale doit lancer une enquête pour établir ce diagnostic dans les prochains jours. ■

BENOÎT FLOC'H

ET SYLVIE LECHERBONNIER

## Hommage aux enseignants tués : 179 incidents

« 179 saisines du procureur de la République » ont été effectuées pour des incidents survenus lundi 16 octobre lors des hommages aux enseignants victimes d'attentats terroristes Samuel Paty et Dominique Bernard, a annoncé Gabriel Attal mardi, lors des questions au gouvernement. Un chiffre à mettre en regard avec les 12 millions d'élèves que compte le système éducatif. Des procédures disciplinaires sont aussi engagées. Pour les quelques dizaines de cas les plus graves, qui relèvent de l'apologie du terrorisme, le ministre, qui affiche « une tolérance zéro », a ordonné l'exclusion des élèves dans l'attente des procédures. En 2020, lors de la minute de silence à la mémoire de Samuel Paty, 400 incidents avaient été répertoriés.

## « IL FAUT D'ABORD S'ASSURER DE LA MAINTENANCE DE NOS SYSTÈMES DE SÉCURITÉ »

ÉLISABETH ALLAIN-MORENO  
secrétaire générale du syndicat enseignant SE-UNSA





**Le ministre de l'éducation, Gabriel Attal, lors des questions au gouvernement, à l'Assemblée nationale, le 17 octobre**

• JULIEN MUGUET POUR « LE MONDE »

